



45^{ème} session du Conseil des droits de l'homme

Genève, 14 septembre au 6 octobre 2020

Point 2: Dialogue renforcé sur le compte rendu oral de la Haut-Commissaire sur la COVID-19

Madame la présidente,

Le Bureau International Catholique de l'Enfance (BICE) et son réseau de membres à travers le monde se réjouissent de la tenue de ce dialogue interactif sur l'impact de la COVID-19, notamment sur les droits de l'enfant.

Force est de constater que même si les enfants développent moins les formes graves de la COVID-19 que les adultes, ils sont en revanche durement impactés, que ce soit dans le domaine de l'accès à la santé, aux soins thérapeutiques, à l'éducation, aux jeux et aux loisirs, et à la justice. La fermeture des écoles a impacté plus de 1,5 milliard d'enfants¹. Le confinement décidé par les gouvernements a augmenté les risques d'exposition des enfants à la violence physique et psychologique, aux abus sexuels et à la violence, et les a privés de loisirs, de jeux et d'activités culturelles avec des conséquences qui peuvent s'étaler dans le temps. En outre, les mesures destinées à limiter la propagation du virus ont également mis en péril la santé et la nutrition de millions d'enfants, perturbé la prise en charge des enfants en situation de handicap dans les institutions et les centres communautaires, et prolongé anormalement les délais des procédures judiciaires concernant les enfants en conflit avec la loi et victimes.

Il est important que ces effets néfastes fassent l'objet de programmes spécifiques de la part des Etats afin de contenir et limiter l'impact. En l'absence de réponses appropriées, la crise sanitaire pourrait se transformer en une crise sociale et humanitaire avec un coût élevé qui ruinerait les efforts entrepris par les Etats jusqu'ici pour respecter la Convention relative aux droits de l'enfant et atteindre les Objectifs du Développement Durable, notamment la Cible 16.2.

Question : La Haute-Commissaire pourrait-elle adresser aux Etats, en complément de ses précédents messages, un cri d'alerte sur les conséquences qui résulteraient de l'absence de mesures de relance spécifiquement destinées aux enfants ?

Merci Madame la présidente.

¹ ["GLOBAL STATUS REPORT ON PREVENTING VIOLENCE AGAINST CHILDREN 2020"](#), WHO, UNESCO, UNICEF, SSRG VAG et End Violence Against Violence, 2020.